

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2021/451 DE LA COMMISSION
du 17 décembre 2020

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

ANNEXE IX

INSTRUCTIONS POUR LA DÉCLARATION DES GRANDS RISQUES ET
DU RISQUE DE CONCENTRATION

PARTIE I: INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

1. Structure et conventions

1. Le cadre de déclaration des grands risques («LE», ou «large exposures» en anglais) se compose de quatre modèles contenant les informations suivantes:
 - (a) limites aux grands risques;
 - (b) identification de la contrepartie (modèle LE1);
 - (c) expositions dans le portefeuille hors négociation et le portefeuille de négociation (modèle LE2);
 - (d) détail des expositions sur clients individuels au sein de groupes de clients liés (modèle LE3).
2. Les instructions contiennent des références juridiques ainsi que des informations détaillées sur les données qui seront déclarées dans chaque modèle.
3. Dans le cas de références à des colonnes, des lignes et des cellules de modèles, les instructions et les règles de validation suivent la convention de dénomination définie dans les paragraphes ci-après.
4. Les instructions et les règles de validation suivent généralement la convention suivante: {Modèle;Ligne;Colonne}. Un astérisque sert à indiquer que la validation est faite pour toutes les lignes déclarées.
5. En cas de validations au sein d'un modèle pour lesquelles seuls les points de données de ce modèle sont utilisés, les notations n'indiquent pas le modèle: {Ligne;Colonne}.
6. ABS(Valeur): la valeur absolue, sans signe. Tout montant augmentant les expositions est déclaré en tant que valeur positive. Inversement, tout montant réduisant les expositions est déclaré en tant que valeur négative. Lorsqu'un signe négatif (-) précède l'intitulé d'un poste, aucune valeur positive ne pourra figurer à ce poste.

2. Abréviations

7. Aux fins de la présente annexe, le règlement (UE) n° 575/2013 est désigné par le sigle «CRR».

PARTIE II: INSTRUCTIONS CONCERNANT LES MODÈLES

1. Portée et niveau de la déclaration de grands risques

1. Pour déclarer les informations concernant les grands risques vis-à-vis de clients ou de groupes de clients liés, conformément à l'article 394, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 575/2013 (ci-après le «CRR»), sur une base individuelle, les établissements utilisent les modèles LE1, LE2 et LE3.
2. Pour déclarer les informations concernant les grands risques vis-à-vis de clients ou de groupes de clients liés, conformément à l'article 394, paragraphe 1, du CRR, sur une base consolidée, les établissements mères dans un État membre utilisent les modèles LE1, LE2 et LE3.
3. Chaque grand risque défini conformément à l'article 392 du CRR est déclaré, y compris les grands risques qui ne sont pas pris en compte pour le respect de la limite aux grands risques fixée par l'article 395 du CRR.
4. Pour déclarer les informations concernant les 20 risques les plus grands vis-à-vis de clients ou de groupes de clients liés, conformément à l'article 394, paragraphe 1, deuxième alinéa, du CRR, sur une base consolidée, les établissements mères dans un État membre qui relèvent de la troisième partie, titre II, chapitre 3 du CRR utilisent les modèles LE1, LE2 et LE3. Pour obtenir la valeur exposée au risque qui servira à déterminer ces 20 plus grands risques, il convient de soustraire le montant inscrit dans la colonne 320 («Montants exonérés») du modèle LE2 du montant de la colonne 210 («Total») de ce même modèle.
5. Pour déclarer les informations concernant les dix risques les plus grands vis-à-vis d'établissements, sur une base consolidée, ainsi que les dix risques les plus grands vis-à-vis d'entités du système bancaire parallèle qui exercent des activités bancaires en dehors du cadre réglementaire, sur une base consolidée, conformément à l'article 394, paragraphe 2, points a) à d), du CRR, les établissements mères dans un État membre utilisent les modèles LE1, LE2 et LE3. La valeur exposée au risque calculée dans la colonne 210 («Total») du modèle LE2 est le montant qui sera utilisé pour déterminer ces 20 plus grands risques.
6. Pour déclarer les informations concernant les expositions d'un montant supérieur ou égal à 300 millions d'EUR mais inférieur à 10 % des fonds propres de catégorie 1 de l'établissement sur une base consolidée conformément au dernier alinéa de l'article 394, paragraphe 1, du CRR, les établissements mères dans un État membre utilisent les modèles LE1, LE2 et LE3. La valeur exposée au risque calculée dans la colonne 210 («Total») du modèle LE2 est le montant qui sera utilisé pour déterminer ces expositions.
7. Les données sur les grands risques, les plus grands risques pertinents ainsi que les données sur les expositions d'un montant supérieur ou égal à 300 millions d'EUR mais inférieur à 10 % des fonds propres de catégorie 1 de l'établissement, vis-à-vis de groupes de clients liés et de clients individuels n'appartenant pas à un groupe de clients liés, sont déclarées dans le modèle LE2 (où un groupe de clients liés sera déclaré comme un risque unique).
8. Dans le modèle LE3, les établissements déclarent les données qui concernent les risques vis-à-vis de clients individuels appartenant aux groupes de clients liés qui sont déclarés

dans le modèle LE2. La déclaration d'un risque vis-à-vis d'un client individuel dans le modèle LE2 n'est pas répétée dans le modèle LE3.

2. Structure des modèles LE

9. Les colonnes du modèle LE1 contiennent les informations relatives à l'identification des clients individuels, ou des groupes de clients liés, sur lesquels un établissement a une exposition.
10. Les colonnes des modèles LE2 et LE3 contiennent les blocs d'informations suivants:
 - (a) la valeur exposée au risque avant application des exemptions et avant prise en compte de l'effet de l'atténuation du risque de crédit, y inclus les expositions directes et indirectes ainsi que les expositions additionnelles provenant d'opérations comportant une exposition sur des actifs sous-jacents;
 - (b) l'effet des exemptions et des techniques d'atténuation du risque de crédit;
 - (c) la valeur exposée au risque après application des exemptions et après prise en compte de l'effet de l'atténuation du risque de crédit, tel que calculée aux fins de l'article 395, paragraphe 1, du CRR.

3. Définitions et instructions générales aux fins de la déclaration de grands risques

11. Le «Groupe de clients liés» est défini à l'article 4, paragraphe 1, point 39, du CRR.
12. Les «établissements» sont définis à l'article 4, paragraphe 1, point 3, du CRR.
13. Les expositions sur des «associations de droit civil» sont déclarées. En outre, les établissements ajoutent les montants des crédits de l'association de droit civil à l'endettement de chaque partenaire. Les expositions sur des associations de droit civil assorties de quotas seront divisées ou attribuées aux partenaires, en fonction de leurs quotas respectifs. Certains montages (par ex. comptes communs, communautés d'héritiers, emprunts via prête-nom) exerçant en tant qu'associations de droit civil doivent être déclarés de même.
14. Les actifs et les éléments de hors bilan sont utilisés sans application de pondérations de risque ni de degrés de risque, conformément à l'article 389 du CRR. Plus spécialement, les facteurs de conversion de crédit ne sont pas appliqués aux éléments de hors bilan.
15. Les «expositions» sont définies à l'article 389 du CRR.
 - (a) Les «expositions» désignent tout actif ou élément de hors bilan dans le portefeuille hors négociation ou dans le portefeuille de négociation, y compris les éléments précisés à l'article 400 du CRR, mais à l'exclusion des éléments relevant de l'article 390, paragraphe 6, points a) à d), du CRR.
 - (b) les «expositions indirectes» sont les expositions affectées au garant ou à l'émetteur des sûretés plutôt qu'à l'emprunteur direct, conformément à l'article 403 du CRR. *Les présentes définitions ne peuvent s'écarter à aucun égard des définitions énoncées dans l'acte de base.*

16. Les expositions sur des groupes de clients liés sont calculées conformément à l'article 390, paragraphe 1, du CRR.
17. Les «conventions de compensation» peuvent être prises en considération aux fins de la valeur d'exposition des grands risques, comme prévu à l'article 390, paragraphes 3, 4, et 5, du CRR. La valeur exposée au risque des contrats dérivés énumérés à l'annexe II du CRR et des contrats dérivés de crédit conclus directement avec un client est déterminée conformément aux dispositions de la troisième partie, titre II, chapitre 6, du CRR, les effets de contrats de novation et autres conventions de compensation étant pris en considération aux fins de ces méthodes conformément à la troisième partie, titre II, chapitre 6, sections 3 à 5, du CRR. La valeur exposée au risque des opérations de pension, des opérations de prêt ou d'emprunt de titres ou de matières premières, des opérations à règlement différé et des opérations de prêt avec appel de marge peut être déterminée soit conformément aux dispositions de la troisième partie, titre II, chapitre 4, soit à celles de la troisième partie, titre II, chapitre 4 ou chapitre 6, du CRR. Conformément à l'article 296 du CRR, la valeur exposée au risque d'une obligation juridique unique créée par une convention de compensation multiproduits conclue avec une contrepartie de l'établissement déclarant est déclarée au titre d'«autres engagements» dans les modèles LE.
18. La «valeur d'une exposition» est calculée conformément à l'article 390 du CRR.
19. L'effet de l'application totale ou partielle des exemptions et des techniques d'atténuation du risque de crédit éligibles pour le calcul des expositions aux fins de l'article 395, paragraphe 1, du CRR est précisé aux articles 399 à 403 du CRR.
20. Les établissements déclarent les expositions résultant d'accords de prise en pension conformément à l'article 402, paragraphe 3, du CRR. Sous réserve que les critères de l'article 402, paragraphe 3, du CRR soient remplis, l'établissement déclare les grands risques vis-à-vis de chaque tiers à concurrence du montant de la créance que la contrepartie a vis-à-vis de ce tiers et non du montant de l'exposition sur cette contrepartie.

4. C 27.00 - Identification de la contrepartie (LE1)

4.1. Instructions concernant certaines colonnes

Colonne	Références juridiques et instructions
010-070	<p><u>Identification de la contrepartie:</u></p> <p>Les établissements déclarent l'identification de toutes les contreparties pour lesquelles des informations sont communiquées dans l'un des modèles C 28.00 à C 29.00. L'identification du groupe de clients liés n'est pas déclarée, à moins que le système national de déclaration ne prévoie un code unique pour le groupe de clients liés.</p> <p>Conformément à l'article 394, paragraphe 1, troisième alinéa, du CRR, les établissements déclarent l'identification de la contrepartie à l'égard de laquelle ils ont des expositions d'un montant supérieur ou égal à EUR 300 millions mais inférieur à 10% de leurs fonds propres de catégorie 1.</p> <p>Conformément à l'article 394, paragraphe 1, point a), du CRR, les établissements déclarent l'identification de la contrepartie à l'égard de</p>

	<p>laquelle ils sont exposés à un grand risque, tel que défini à l'article 392 du CRR.</p> <p>Conformément à l'article 394, paragraphe 2, point a), du CRR, les établissements déclarent l'identification de la contrepartie à l'égard de laquelle ils sont exposés aux risques les plus grands (lorsque la contrepartie est un établissement ou une entité du système bancaire parallèle).</p>
011	<p><u>Code</u></p> <p>Le code, en tant qu'identifiant de ligne, doit être propre à chaque entité déclarée. Pour les établissements et les entreprises d'assurance, ce code est le code LEI. Pour les autres entités, ce code est le code LEI ou, s'il n'est pas disponible, un code national. Ce code est unique et il est utilisé de manière constante dans tous les modèles et dans le temps. Sa valeur ne peut pas être nulle.</p>
015	<p><u>Type de code</u></p> <p>Les établissements doivent indiquer si le type de code déclaré dans la colonne 010 est un «code LEI» ou un «code autre que LEI».</p> <p>Le type de code doit toujours être déclaré.</p>
021	<p><u>Nom</u></p> <p>Le nom correspond au nom du groupe dès lors qu'un groupe de clients liés est déclaré. Dans tous les autres cas, il se rapporte à une seule contrepartie.</p> <p>Pour un groupe de clients liés, le nom à déclarer est celui de l'entreprise mère. Il s'agira du nom commercial du groupe de clients liés si ce groupe n'a pas d'entreprise mère.</p>
035	<p><u>Code national</u></p> <p><u>Lorsqu'un établissement déclare un code LEI comme identifiant dans la colonne «Code», il peut en outre déclarer ici le code national.</u></p>
040	<p><u>Résidence de la contrepartie</u></p> <p>Le code ISO 3166-1-alpha-2 du pays dans lequel la contrepartie a été constituée est utilisé (en ce compris les pseudo-codes ISO des organisations internationales, disponibles dans la dernière édition du «Vademecum de la balance des paiements»)</p> <p>Aucune résidence n'apparaîtra pour les groupes de clients liés.</p>
050	<p><u>Secteur de la contrepartie</u></p> <p>Un secteur sera attribué à chaque contrepartie, sur la base des catégories de secteurs économiques FINREP, annexe V, partie 1, paragraphe 42, en séparant, parmi les autres entreprises financières, les entreprises d'investissement des autres entreprises financières, comme suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Banques centrales; ii) Administrations publiques; iii) Établissements de crédit; iv) Entreprises d'investissement au sens de l'article 4, paragraphe 1, point 2), du CRR; v) Autres entreprises financières (à l'exclusion des entreprises d'investissement);

	<p>vi) Entreprises non financières;</p> <p>vii) Ménages.</p> <p>Aucun secteur n'apparaîtra pour les groupes de clients liés.</p>
060	<p><u>Code NACE</u></p> <p>Pour le secteur économique, les codes NACE (Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne) sont utilisés.</p> <p>Cette colonne ne s'applique qu'aux contreparties «Autres entreprises financières (à l'exclusion des entreprises d'investissement)» et «Entreprises non financières». Les codes NACE sont utilisés pour les «Entreprises non financières» avec un seul niveau de détail (par ex. «F – Construction»), tandis que pour les «Autres entreprises financières (à l'exclusion des entreprises d'investissement)», deux niveaux de détail seront employés, permettant de distinguer les activités d'assurance (par ex. «K65 – Assurance, réassurance et caisses de retraite, à l'exception de la sécurité sociale obligatoire»).</p> <p>Les secteurs économiques «Autres entreprises financières (à l'exclusion des entreprises d'investissement)» et «Entreprises non financières» découleront de la répartition des contreparties FINREP.</p> <p>Aucun code NACE n'apparaîtra pour les groupes de clients liés.</p>
070	<p><u>Catégorie de contrepartie</u></p> <p>Article 394, paragraphe 2, du CRR.</p> <p>Pour distinguer la catégorie de contrepartie des dix risques les plus grands vis-à-vis d'établissements de celle des dix risques les plus grands vis-à-vis d'entités du système bancaire parallèle qui exercent des activités bancaires en dehors du cadre réglementaire, on utilisera la lettre «I» pour les établissements et «S» pour les entités du système bancaire parallèle.</p>